



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Développement de l'apprentissage : la CGT Educ'action dit non !

Vendredi 19 septembre, le président de la République a développé une feuille de route ayant pour objectif un accroissement du nombre d'apprentis.

L'objectif annoncé est 500 000 apprentis d'ici 2017. Pour ce faire, les CFA vont bénéficier de 230 millions d'euros et le gouvernement veut intégrer 60 000 apprentis dans les lycées professionnels.

Le gouvernement entend développer l'apprentissage qui, de son point de vue, permet de faire baisser le chômage. Pourtant, rien ne le prouve, bien au contraire, dans une étude publiée en 2012, le CEREQ infirme cela.

La confédération CGT a exprimé ses critiques sur cette feuille de route, considérant "*qu'il faut à la fois miser sur la qualité de la formation et sur l'amélioration de la situation des apprentis*".

La CGT s'est positionnée, en ce sens, contre la concurrence organisée au détriment des lycées professionnels et pour une revalorisation de la formation initiale dans les lycées professionnels et les CFA. La CGT s'est exprimée contre la mixité des publics apprentis-lycéens dans les lycées professionnels : cette organisation n'est pas tenable pédagogiquement.

La CGT Educ'action, avec sa confédération, s'exprime de façon critique sur les annonces gouvernementales. L'apprentissage est une voie de formation discriminante.

La CGT exprime dans son communiqué le fait qu'elle s'oppose à un "*patronat rétrograde qui, au mépris des besoins croissants de qualification, entend former à minima dans l'entreprise et s'affranchir de tout contrôle, de toute réglementation du travail protégeant le jeune apprenant*".

Il faut développer la formation initiale professionnelle et cesser cette concurrence déloyale qui risque de remettre en cause l'existence même des lycées professionnels ! La CGT Educ'action, deuxième organisation syndicale des lycées professionnels, est engagée dans ce combat.

Montreuil, le 22 septembre 2014